

BIGLIONE Franck

Maître de conférences en droit public à Sciences Po Aix

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

**2002-20.. Maître de conférences en droit public à Sciences Po Aix.
Depuis 2015, Directeur de la formation et des études de Sciences Po Aix.**

Cours à l'Institut d'études politiques d'Aix en Provence

- *Droit administratif général* (2002-2022) (IEP 2^e année, CPAG)
- *Institutions administratives* (2002-2022) (CPAG)
- *Droit de la fonction publique* (2002-2022) (IEP 4^e année/ M1 et /CPAG)
- *Droit public économique* (2006-2016) (IEP 4^e année/M1)
- *Laïcité et fonction publique (Certificat Droit, laïcité et pluralité religieuse)*(2016-2022).

Cours à l'université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (2002/2008).

- Séminaire La propriété publique. Master 2 Droit des biens culturels.

1998-2002 : Maître de conférences à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse.

- Cours de *Droit administratif* (2^eème année de DEUG en Droit Formation continue, et 2^eème année DEUG AES, Formation initiale).
- Cours de *Droit de la fonction publique* (Licence en Droit, Formation initiale).
- Cours de *Droit administratif des biens* (Licence en Droit, Formation initiale).
- Cours de *Contentieux européen* (Maîtrise en droit public, Formation initiale).
- Cours de *Droit communautaire institutionnel* (IUP Management public, IEP d'Aix-en-Provence).
- Cours d'*Introduction au droit public* (Unité de découverte AES, 1^{ère} année).
- Conférences de méthode de *Droit constitutionnel et institutions politiques* (1^{ère} année IEP d'Aix-en-Provence).

-Cours de *Droit parlementaire* pour la préparation par correspondance des assistants parlementaires (Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Délégation PACA).

1997-1998 :

Travaux dirigés à la Faculté de droit d'Aix-en-Provence.

- Première année de DEUG : *Droit constitutionnel*.
- Deuxième année de DEUG : *Droit administratif*.

Conférences de méthode à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence.

- Première année IEP : *Droit constitutionnel*.
- Licence d'administration publique : *Droit public* (constitutionnel et administratif).
- Centre de préparation à l'administration générale (CPAG) : *Droit public*

(constitutionnel et administratif).

- Centre de préparation au concours de Commissaire aux armées : *Droit public* (constitutionnel et administratif).

Chargé de Cours au Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

-Cours de *Droit parlementaire* pour la préparation par correspondance des assistants parlementaires (C.N.F.P.T., Délégation PACA).

1995-97:

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence.

- Première année IEP : *Droit constitutionnel*.

1992-95 :

Travaux dirigés à la Faculté de droit d'Aix en Provence.

- Première année de DEUG : *Droit constitutionnel*.

- Licence en Droit : *Droit public économique*.

Conférences de méthode à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence.

- Première année IEP : *Droit constitutionnel*.

- CPAG : *Droit public* (constitutionnel et administratif).

Cours au Centre national de la fonction publique territoriale d'Aix en Provence (C.N.F.P.T.).

- *Institutions administratives et droit administratif*.

AUTRES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Correcteur des épreuves de droit public des concours d'**administrateur territorial** (2006-2010) et d'**attaché territorial** CIC CNFPT Sud Est, puis CDG des Bouches du Rhône (1997-2018).

Concepteur de sujets et correcteur concours de **rédacteur territorial** (CDG04 et CDG 84).

Membre du jury de **bibliothécaire territorial**, et de Attaché de conservation du patrimoine) CDG 04 pour les régions Provence Alpes Côte d'Azur et Corse (2011, 2013, 2015)

Conseil et expertise auprès des Collectivités publiques et de leurs mandataires.

Formations auprès d'administrations publiques (Services du Premier ministre, Services du Défenseur des droits, Ministère de la justice, Préfecture de police de Paris, Conseil départemental de Seine Saint Denis, Arts et Métiers, Direction interrégionale de l'aviation civile.....).

PUBLICATIONS ET TRAVAUX DE RECHERCHE

1. «Les restrictions normatives à l'exercice du droit de propriété, composante consacrée de la notion de privation de propriété, aux Etats-Unis, en Italie et devant la Cour européenne des droits de l'Homme», *Droit et ville*, 1998.2 pp. 85-165 (*extrait de thèse publié en l'état*).
2. Domanialité publique et protection des biens culturels, *Legicom*, n° 36, 2006/2, pp. 65-74.
3. L'exposition du crucifix dans les bâtiments publics italiens (en collaboration avec Nicoletta PERLO), *Annuaire Droit et Religion* 2006-2007, volume 2, tome 1, pp. 473-495.
4. La retraite des fonctionnaires territoriaux en huit points essentiels, *La Lettre du cadre territorial*, numéros 426 et 427 (15 juillet et 1^{er} septembre 2011).
5. Le juge administratif et les experts dans le contentieux sanitaire et environnemental, *EXPERTS*, n°96, 2011, Juin - pp. 15 à 17.

Notes de jurisprudence

1. Propriété privée et domanialité publique : remarques sur la répartition des compétences juridictionnelles et les renvois préjudiciels, Note sous Cour d'Appel d'Aix en Provence 24 novembre 1997, Nivière c. Commune de Cabasse, *Bulletin d'Aix* 1998.2, pp.156-166.
2. L'article L.160-5 du Code de l'Urbanisme lu par le Conseil d'Etat à la lumière du Premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, note sous CE 3 juillet 1998, Bitouzet, *Annales de la Faculté de droit d'Avignon*, 1999, pp. 15-27.
3. Note sous l'arrêt CAA Nancy, 2 juin 2005, Madame Delphine X, n° 01NC00831, *Annuaire Droit et Religion*, 2006-2007, volume 2, tome 2, pp. 861-867.
4. Note sous CE (ord. réf.), 25 août 2005, Commune de Massat, *Annuaire Droit et Religion* 2006, *Annuaire Droit et Religion*, 2006-2007, volume 2, tome 2, pp. 889-900.
5. Note sous Cour administrative d'appel 11 janvier 2010, M. A c. Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, "Propreté : une voie glissante vers la responsabilité", *La Lettre du Cadre* n° 396, (1er mars 2010), pp. 60-61.

6. Note sous Cour Administrative d'Appel de Marseille 2 mars 2010, Soraya A, n° 08MA00402, Promesse de recrutement : la parole a un prix, La Lettre du Cadre Territorial numéro 399, (15 avril 2010).
7. Note sous Cour administrative d'appel de Marseille, 22 octobre 2010, Commune de Saint Laurent du Var, n° 09MA00120, Inaptitude physique : un licenciement à justifier, La Lettre du Cadre Territorial numéro 414 (15 janvier 2011).
8. Note sous la décision du Conseil d'État du 13 décembre 2010 Commune de Saint Gély du Fesc, n° 331658, Un temps de trajet est un temps de travail, La Lettre du Cadre Territorial numéro 416 (15 février 2011).
9. Attention aux vacataires fictifs !, La Lettre du Cadre Territorial numéro 424 (15 juin 2011)
10. Congés : vers un vrai droit au report, La Lettre du Cadre Territorial numéro 425 (1er juillet 2011)
11. Service fait, Retenue sur salaire : le Conseil d'État innove, La Lettre du Cadre Territorial numéro 431, (1^{er} novembre 2011).
12. La protection fonctionnelle s'étend, La Lettre du Cadre Territorial numéro 432, (15 novembre 2011).
13. Une sanction et des conséquences, La Lettre du Cadre Territorial numéro 433, 1^{er} décembre 2011).
14. Du CDD au CDI : la condition de permanence de l'emploi, La Lettre du Cadre Territorial numéro 435, (15 janvier 2012).
15. Une éviction illégale a des conséquences financières, La Lettre du Cadre Territorial numéro 438, (1er mars 2012).
16. Abécédaire du droit disciplinaire dans la fonction publique territoriale, La lettre du cadre territorial numéro 440 (1^{er} avril 2012).
17. À quelles conditions refuser la titularisation à un stagiaire ?, La Lettre du Cadre Territorial numéro 441 (15 avril 2012)
18. Peut-on licencier un non-titulaire pour insuffisance professionnelle, La Lettre du cadre territorial n°445, (15 juin 2012)
19. Ne pas évaluer peut coûter cher, La Lettre du cadre territorial n°446, (1er juillet 2012)
20. La coupable insuffisance du stagiaire, Lettre du cadre 451 – (15 octobre 2012)
21. Un service mal fait reste un service fait, Lettre du cadre 455 – (15 décembre 2012)
22. Loin de l'intérêt supérieur du service, La Lettre du Cadre Territorial 456 (15 Janvier 2013)

23. Pas d'avancement automatique pour les syndicalistes, Lettre du cadre 457 (1^{er} février 2013)
24. Il ne suffit pas d'édicter des règles de sécurité, La Lettre du Cadre Territorial numéro 460 (15 Mars 2013)
25. Le licenciement pour insuffisance professionnelle existe bien, Lettre du cadre 462 (15 avril 2013)
26. Notification régulière : délais déclenchés, Lettre du cadre numéro 464 (15 mai 2013)
27. Un principe de laïcité mieux défini, Lettre du Cadre Territorial numéro 465 (1^{er} juin 2013)
28. Des sanctions possibles en dehors du service, Lettre du Cadre Territorial numéro 467 (1^{er} juillet 2013)
29. Pas de sanctions sans cadre de travail, Lettre du Cadre Territorial numéro 471 (1^{er} Octobre 2013)
30. Des précisions sur l'accident de trajet, Lettre du Cadre Territorial numéro, numéro 477 (1^{er} avril 2014).

Communications avec actes

1. L'indemnisation des restrictions légales au droit de propriété en droit constitutionnel français, Colloque Droits de propriété et environnement, organisé à Université d'Aix Marseille III, les 27, 28 et 29 juin 1996. Actes du Colloque publiés in *Droits de propriété et environnement* (sous la direction de M. Falque et de M. Massenet), Collection Thèmes et commentaires, Dalloz, 1997, pp. 65-70.
2. Les Incidences de la grève pour les sapeurs pompiers, Colloque sur La grève dans les Services départementaux d'incendie et de secours, organisé le 10 décembre 1999 à Nainville-les-Roches par l'Institut national des études de la sécurité civile (INESC), *Publications de l'INESC*, 2000, pp. 70-76.
3. Domanialité publique, loi littoral et concessions de plages, Colloque Droits de propriété et environnement : le littoral, organisé à l'Université d'Aix Marseille III, juin 2002, publié in *Droits de propriété et environnement : le littoral*, Bruylant, 2003, pp. 45-53.
4. Les délégations dans le service public hospitalier, Colloque La révolution à l'hôpital. L'hôpital peut-il rester un service public ?, Institut d'Etudes politiques, d'Aix en Provence, 6 février 2004, publiés in *Etudes hospitalières*, 2005, pp. 91-104.
5. Contrats et fonction publique territoriale, Colloque Contrats et collectivités territoriales, Institut d'Etudes politiques d'Aix-en-Provence, 5-6 novembre 2004, publié in *Collectivités territoriales et gouvernance contractuelle* (sous la direction de Y. Luchaire), L'harmattan 2006, pp. 123-138.

6. Propriété privée et nuisances publiques : le problème de l'indemnisation, Colloque Droits de propriété et environnement : les ressources foncières, organisé à l'Université Paul Cézanne, 26,27 et 28 juin 2006, (in *Droits de propriété et environnement : les ressources foncières*, Sous la direction de Max Falque, Henri Lamotte et Jean François Saglio, Bruylant, 2007, pp. 29-38).

7. Le régionalisme italien, bilan et perspectives, Colloque *Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales*, Journées de l'Association Française de Droit des Collectivités Locales (AFDCL), Bordeaux et Agen, 19 et 20 septembre 2007. (In *Les transferts de compétences de l'Etat aux collectivités locales*, Sous la direction de Jean-François Brisson, éd. L'Harmattan, Collection Droit des collectivités territoriales 2009, pp. 129-157).

8. Les associations et le droit au logement, Colloque LIDEMS, Les associations, acteurs privilégiés du droit et de la gouvernance, Aix en Provence, Janvier 2008, PUAM 2009 p. 39-45.

9. Juge administratif et expertises dans le contentieux sanitaire et environnemental, Colloque Juge et experts dans le contentieux sanitaire et environnemental, CERIC Aix en Provence, 29 janvier 2010, Programme soutenu par le GIP Droit et justice. La relation juge-expert dans les contentieux sanitaires et environnementaux, La Documentation française, 2011.

Ouvrages de vulgarisation

1. QCM *Droit de la fonction publique*, Ellipses, 2005, 142 p. (en collaboration avec O. Guillaumont)
2. QCM *Contentieux administratif*, Ellipses, 2006, 139 p. (en collaboration avec O. Guillaumont)

FORMATION

1999-2000 : Admissible au premier concours national d'agrégation pour le recrutement des professeurs d'université.

Janvier 1998 : Doctorat en droit, mention très honorable, avec félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour un prix de thèse.

Lauréat de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (Prix de thèse de droit public 1998).
Titre de la thèse : *La notion de privation de propriété, étude relative à la propriété immobilière*, soutenue à Aix-en-Provence le 9 janvier 1998, sous la direction de Monsieur le Professeur Jean Yves Chérot.

Octobre 1992 : D.E.A. de droit public interne, mention Bien, Faculté de droit d'Aix-en-Provence.

Titre du mémoire : *L'application directe de la Constitution par le juge judiciaire dans les rapports entre particuliers*.

Juin 1991 :

- Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, section Service public.
- Licence en droit, Faculté de droit d'Aix-en-Provence.

Juin 1990 : D.E.U.G. de droit, Faculté de droit d'Aix-en-Provence